



3 jours de carence, rémunération des arrêts maladie à 90%, suppressions de postes...

Impossible de laisser faire ! Préparons la grève jusqu'à satisfaction pour les faire reculer !

Alors que les discussions relatives au budget 2025 se poursuivent à l'Assemblée nationale, ce gouvernement illégitime, composé de ministres dont les partis ont été balayés aux élections législatives, vient d'annoncer par l'intermédiaire du ministre Kasbarian son projet de mettre en place trois jours de carence dans la Fonction publique et de baisser l'indemnisation des jours d'arrêt maladie de 100% à 90%. Le gouvernement décide ainsi de sanctionner financièrement les personnels malades. Abject !

Aujourd'hui, un professeur des écoles au 9^{ème} échelon classe normale, en congé maladie ordinaire du lundi au vendredi perd 97,63€ avec le jour de carence. Les mesures Kasbarian (3 jours de carence et au-delà rémunération de chaque jour de congé maladie à 90% et non plus à 100%), lui coûteraient 312,42€ **soit une perte supplémentaire de 214,79€ par rapport à la situation actuelle !**

S'il était arrêté 15 jours, les mesures Kasbarian lui coûteraient 410,06€, **soit une perte supplémentaire de 312,43€ par rapport à la situation actuelle !**

Mais ce n'est pas tout ! Le gouvernement confirme également le blocage de la valeur du point d'indice pour 2025 alors que les collègues ont déjà perdu 28,5% de pouvoir d'achat depuis 2000 et supprime même la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) dont pouvaient bénéficier certains personnels dont la rémunération stagnait.

Quant aux conditions de travail des personnels, elles seraient mises à mal par les 3 155 suppressions postes d'enseignants envisagées pour la rentrée 2025 dans les écoles : cela signifierait en effet des classes plus chargées, moins d'enseignants remplaçants, moins d'enseignants spécialisés...

Et tout cela dans une situation déjà intolérable pour les personnels, confrontés à des conditions d'exercice toujours plus difficiles, notamment en raison des conséquences de l'inclusion systématique et du manque de places dans les établissements sociaux et médico-sociaux pour accueillir les élèves qui ont besoin de ces structures !

Ces mesures gouvernementales, d'une brutalité inouïe, appellent une réponse à la hauteur de cette agression : pas une nouvelle journée d'action pour protester, pas une manifestation sans lendemain, mais la grève, la grève pour gagner, la grève jusqu'à satisfaction.

La FNEC FP-FO s'est ainsi adressée en ce sens aux autres fédérations de l'Education nationale qui avaient écrit ensemble à la ministre Genetot : *« En l'absence de réponse, notamment à notre alerte sociale unitaire déposée le 13 octobre et au préavis de grève qui y est associé, nous organiserons rapidement avec les personnels les mobilisations nécessaires. »*

Le SNUDI-FO invite les personnels à se réunir sans attendre dans leurs écoles, dans leur secteur, à participer nombreux aux réunions syndicales proposées par ses syndicats départementaux afin de discuter de ces mesures et de préparer ensemble la grève, la vraie, pour obtenir l'abandon immédiat de ces projets inacceptables.

Montreuil, le 6 novembre 2024